

convergences citoyennes pour une alternative de gauche (C C A G)

Alternative citoyenne Ile-de-France, Alternative Citoyenne, la Gauche Autrement en Basse-Normandie, L'autre Gauche - Brest Nouvelle Citoyenneté., Alternative Midi-Pyrénées, À Gauche Autrement Lyon, Motivé-e-s 76 à Rouen et des groupes à Marseille, à Metz, dans la Sarthe, le Loiret, en Haute-Savoie, à Rennes...

ÉDITION DE MAI 2006

LA GAUCHE ANTILIBÉRALE, ALTERNATIVE PEUT GAGNER EN 2007-2008

Ensemble ● *Le 29 mai 2005, une victoire //* Parce que nous étions ensemble, dans une dynamique citoyenne,

sur des positions claires, nous avons gagné. La droite et les défenseurs du libéralisme et du social-libéralisme ont été battus, le projet de constitution européenne a été repoussé. ● *Le 10 avril dernier, une deuxième victoire //* Devant le mouvement uni des étudiants, des lycéens et des salariés, le gouvernement a été contraint de retirer le CPE, symbole de la précarisation du travail. ●

Un élan ● *Nous avons besoin de la même efficacité :* — **Contre** la loi CESEDA, le projet d'immigration jetable ; — **Contre** la loi de « prévention de la délinquance » ; — **Contre** le démantèlement des services publics et la directive Bolkestein ; — **Contre** tous les dispositifs de précarisation du CNE à la loi pour « l'égalité des chances » ; — **et contre** tous les projets visant à dénier les droits acquis lors de luttes antérieures. ● **Une force immense** ● La contre révolution libérale, antisociale et antidémocratique veut diviser la population. Mais, depuis plus de dix ans, les luttes l'ont montré : une majorité rejette ces attaques. ●

Pour que ça change ● L'expérience le montre : toute dissociation entre les aspirations du mouvement social et les choix politiques conduit à des impasses, sources de déceptions. *// Nous ne sommes pas impuis-*

sants face aux puissances d'argent. // Des luttes aux urnes, nous pouvons investir la politique et les espaces de pouvoir par de nouveaux rapports avec des élus. Cela passe par le regroupement des toutes les forces antilibérales : refuser Chirac et Sarkozy

ne fait pas oublier que depuis 25 ans, les expériences de la gauche social-libérale au gouvernement ont conduit au retour d'une droite chaque fois plus à droite et à la montée de l'extrême-droite. *// Il est possible d'imposer des règles démocratiques... //*

Mêler nos forces et nos expériences, tout en respectant nos différences, est le moyen d'élaborer des solutions durables et de dégager la force qui permette de les imposer. ● **Pour gagner dans les luttes, dans les élections**

de 2007 et 2008 ● Et tout de suite si cette Assemblée nationale minoritaire est dissoute, ou si Chirac démissionne.

// La gauche du NON du 29 mai 2005 (le PC, les Alternatifs, le Mars, la LCR, PRS, les groupes locaux et collectifs divers) doit poursuivre son combat. Que d'autres la rejoignent. *//* Mais un « cartel », une simple addition de forces existantes, ne peut bouleverser le champ politique.

Nous sommes des centaines de milliers, syndicalistes, militants associatifs, citoyens, avec ou sans appartenance politique : le rassemblement de telles forces rend possible la mobilisation, la participation active du plus grand nombre. *// Changeons le rapport à la politique* : celle ci est l'affaire de toutes et tous et pas seulement de quelques uns. *//* Nous voulons un rassemblement alternatif le plus large possible et battre la droite au second tour.

APRÈS LE TEMPS DU "NON", L'HEURE EST À L'ALTERNATIVE

Rejeter Sarkozy, toute la droite et l'extrême droite, oui, cent fois oui !

Développer la lutte contre les attaques gouvernementales et discuter publiquement des exigences alternatives, voilà qui permet de marcher sur deux jambes et d'avancer.

Les exigences de changement sont notre premier et seul souci. Pour battre la droite, désistement réciproque entre la gauche antilibérale et le PS, bien sur ; mais pour que la misère recule et pour une autre politique, la seule alternative crédible c'est une gauche antilibérale unie.

Cette société est riche. Les moyens de la changer existent. On ne peut séparer les questions sociales et de démocratie de l'essor d'un mode de développement respectueux de l'avenir, de la planète et de ses habitants. Cela donne **les moyens de vivre** et de produire autrement, de travailler et de ne plus subir l'insécurité.

● À la place de la précarité, bâtir une sécurité pour toutes et tous ●

Contrairement à une idée reçue, plus les technologies et la société se complexifient et plus toutes les caractéristiques d'un-e individu-e sont requises au travail. Travail et acquis « hors du travail » s'entremêlent pour une efficacité et une productivité nouvelles. Rien ne peut justifier ni la précarité ni le chômage ni la pauvreté. Voilà l'un des principaux objectifs pour une gauche de rupture avec les politiques libérales. **Le droit à un revenu garanti** exigé par les associations de chômeurs en référence au SMIC, à la formation, la réduction du temps de travail (RTT) définie par la loi, sont les mesures centrales d'une lutte contre le chômage qui rompe avec un traitement ségrégatif vis-à-vis des jeunes et des chômeurs

Cela amène à discuter, tout de suite, **d'un nouveau modèle de développement, à la fois social et respectueux de l'écologie.** Il

faut compter publiquement les emplois utiles : économies d'énergie, changement de production agricole, équipements régionaux et locaux en services publics de qualité (éducation, santé, transports, logements, eau, électricité et nouvelles sources d'énergie). Il faut construire un autre type de développement qui prévoit une contribution au développement des pays du Sud... Il est nécessaire d'ouvrir un chantier qui vise à sécuriser les revenus de tout le parcours de vie : des études à la retraite en passant par des mobilités choisies. Contrairement à une autre idée reçue, **les dépenses sociales ne sont pas un boulet que l'économie devrait traîner mais un levier.** La création de la Sécu en 1945 a été un élément de reconstruction du pays après la guerre. Tout ce qui permet des biens communs gratuits pour plus de justice, d'égalité aura le même effet. Cela implique de redéfinir l'entreprise : ce ne sont pas d'abord les actionnaires, mais l'ensemble des salariés, les équipements collectifs

de la région, du pays et ceux qui les font fonctionner qui font l'entreprise. C'est envers eux qu'elle a des responsabilités. Les organisations de salarié-es- et les collectivités locales doivent avoir un droit de regard sur le fonctionnement, les productions et l'avenir des entreprises. Toute menace de fermeture ou de délocalisation partielle doit laisser les moyens et un délai suffisants pour que les salariés et les collectivités puissent proposer des alternatives empêchant les suppressions d'emplois.

Se pose immédiatement la question du financement, de prendre l'argent où il est, de réorienter les décisions financières et économiques,

à l'opposé de la politique actuelle de la Banque centrale et du FMI, vers la satisfaction des exigences sociales grâce à un contrôle social des salariés et au développement d'exigences communes de façon coordonnée en Europe.

● Renouveler la démocratie, remplacer la V^e république ●

Il faut des institutions qui garantissent les droits pour toutes et tous et qui mettent la démocratie à l'ordre du jour. Il faut remplacer la Ve République.

Une constituante discutera d'un projet de texte ; celui-ci reprendra l'ensemble des droits que les diverses mobilisations mettent à l'ordre du jour : contre la précarisation, les discriminations, pour de nouveaux droits dans les entreprises, pour en finir avec le pouvoir de pseudo « experts » au service d'exécutifs loin du contrôle démocratique.

Il est urgent de débattre collectivement des propositions alternatives. Il faudra s'atteler à une élaboration démocratique de modifications constitutionnelles en France et en Europe, en lien avec les participants du Forum social européen.

Dans une période où les moyens de formation et d'information connaissent des progrès, masqués par l'utilisation qui en est faite aujourd'hui, **il est possible de développer la démocratie** : pour le droit à une information plurielle garantie par le service public, pour le contrôle des citoyens sur l'action publique et les élus.

Toutes les initiatives citoyennes pour imposer le débat public sur le logement, l'urbanisme, l'aide sociale, la mobilisation contre la « prévention de la délinquance » encouragent à proposer d'autres fonctionnements de l'Etat et de ses appareils, donner une place pour des formes de contre pouvoir et de démocratie participative à tous les niveaux des institutions publiques de l'Etat aux collectivités territoriales.

● Contre la loi Ceseda et la fabrique d'une "l'immigration jetable" ● *Battre Sarkozy, son projet de loi, nous allons tout faire pour !*

● Nous avons, pour combattre les discriminations et le racisme, la responsabilité de tenir le discours de la vérité : la construction d'une société progressiste et antilibérale ne peut se réaliser sans que le droit à l'existence des plus démunis, des exclus du système, des déplacés, des exilés, des « pas bien nés », des immigrés soit réaffirmé et défendu, sans préalable.

Au regard de cette exigence, une série de mesures sont à mettre en œuvre telles que:

La fermeture des centres de rétention. // La dépenalisation du séjour irrégulier. // La régularisation de tous les sans-papiers. // Le Droit d'accès à la nationalité simplifié pour tous les résidents étrangers qui en font la demande. // La réaffirmation du Droit du sol pour tous les enfants nés sur le territoire. // Le Droit de vote des étrangers aux élections et la reconnaissance officielle de la Citoyenneté de résidence. // La mise en place de politiques volontaristes en faveur de l'accès des étrangers à la maîtrise de la langue française, à l'éducation, au logement, à la santé. // L'Abrogation des conditions restrictives imposées au regroupement familial.

Ce ne sont pas les souffrances imposées aux immigrés qui changent les rapports Nord-Sud. Oui, il faut empêcher de nuire les profiteurs du travail clandestin, marchands d'armes et négociateurs de main d'œuvre aux quatre coins des anciennes colonies. De nouvelles relations internationales sont indispensables. Mais les immigrés et leurs enfants ne doivent pas faire les frais.

Nous devons abandonner notre attitude de simple compassion.

Il ne s'agit pas de simple solidarité morale mais de prendre en compte qu'un peuple est sans cesse renouvelé : cette fois ce renouvellement se fera-t-il dans l'unité ou dans le communautarisme discriminatoire ? Il faut transformer en force politique les sentiments de culpabilité devant les millions de victimes, de déplacés et de réfugiés qu'occasionnent dans le monde depuis des décennies, les effets des politiques ultra libérales, des colonisations, celles des déstructurations géopolitiques et climatiques majeures.

La migration est une réalité incontournable de la communauté humaine. Il est vain de prétendre l'interdire. La libre circulation est un droit : il faut en conséquence, l'organiser au service de tous les acteurs concernés.

Construire les conditions du « vivre ensemble » rend possible une société respectueuse des droits et de la dignité de chacun. C'est le moyen le plus sûr d'éradiquer les postures populistes et réactionnaires, de lutter efficacement contre le racisme et la xénophobie. // Avec la question de l'immigration se jouent des choix de société déterminants pour les générations à venir.

CEUX QUI BOUGENT : UNE FORCE POLITIQUE POUR LES LUTTES ET POUR GAGNER LES ÉLECTIONS DE 2007 ET 2008.

● Contre la guerre faite aux pauvres et à la manipulation de la peur ●

● Avant, la prévention (ordonnances de 1945 sur la protection de l'enfance) c'était s'attaquer aux causes sociales de la délinquance et mener une politique éducative d'accompagnement social.

Aujourd'hui, le libéralisme réduit les droits sociaux et la pauvreté se développe.

Des populations entières, sont considérées comme « classes dangereuses », surveillées et contrôlées. Avec la loi Sarkozy, prévenir la délinquance c'est sanctionner avant que les délinquants éventuels agissent. Cette guerre préventive ne relève plus de la justice (qui sanctionne les délits commis), mais de la police à la seule disposition des autorités. Le maire est au centre du dispositif, on met à son service des travailleurs sociaux, éducateurs (au sens large) promus au rang d'indics.

Sarkozy veut imposer l'obligation de dénoncer tout comportement « suspect »

dans un sens très large (« toutes difficultés y compris matérielles »). C'est la fin du droit à la vie privée de tous ceux qui en raison de leur situation sociale sont considérés comme dangereux.

Face à une atteinte à leur mission auprès des personnes en difficulté, des travailleurs sociaux et des éducateurs, des psychologues et des psychiatres, des médecins scolaires, des enseignants... ont engagé une action de désobéissance civique à cette loi en s'engageant à ne pas l'appliquer

Ils ont raison : cette loi est une atteinte à l'égalité par la ségrégation d'une partie de la population. Nous devons réagir en tant que citoyens, en tant que politiques, en tant qu'élus et organiser notre soutien politique et matériel.

● Une autre organisation du monde, de paix et de coopération ●

– primauté des droits fondamentaux et politiques des êtres humains sur l'économie

: l'interdiction des brevets sur le vivant, le droit à la souveraineté alimentaire, le respect du principe de précaution en matière d'environnement, de santé publique et d'alimentation... ● *– réaffectation sociale des dépenses militaires*, sur la transformation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du Fonds monétaire international (FMI) en outils du PNUCED ou de l'OIT et de l'ONU renforcée et démocratisée...

La dette des pays du Sud et de l'Est doit être abolie

et remplacée par des relations de coopération. Très rapidement, il faudra prendre des mesures de sortie des accords du type AGCS, s'appuyer sur de nouveaux rapports de coopération avec les pays du Sud.

Une politique de désarmement, couplée à une action volontariste et appropriée de financement des Objectifs du Millénaire pour le développement établis par l'ONU contribuerait à réduire l'injustice et les sources de conflits dans le monde.

● Le Forum social européen (FSE) : pour une Europe démocratique, sociale et de paix ●

Le quatrième Forum social européen, du 4 au 7 mai, à Athènes s'est placé dans l'esprit des forums sociaux mondiaux inaugurés en 2001 à Porto Alegre.

Le Forum social européen représente **une dynamique pour la construction collective d'une Europe sociale, démocratique, coopérante** (non belliciste ou dominatrice)... Au cours du FSE 2006 a été notamment décidée la création d'un réseau européen sur les services publics, avec des antennes dans chaque pays. Une cinquantaine d'associations, collectifs et syndicats) ont décidé de renforcer la mobilisation contre la directive « Bolkestein » et d'organiser le 27 octobre 2006, à Genève, une rencontre internationale, avant la convention des autorités européennes. Le réseau éducation, créé antérieurement, a précisé ses objectifs pour une éducation pour tous sans discrimination.

Les séminaires ont été nombreux

pour enrichir le projet de Charte des principes et des droits pour une autre Europe, dont la préparation a commencé en juin 2005, après les votes français et hollandais contre le projet de TCE. Cette charte, destinée à créer un espace public d'élaboration et de mobilisations, impliquant le mouvement social et associatif et la sphère des partis politiques, entend participer à une construction européenne par les citoyens.. Elle devrait être finalisée en décembre 2006.

UNE SEULE ALTERNATIVE CONTRE LA DROITE : LA GAUCHE ANTILIBÉRALE UNIE

Depuis le 29 Mai 2005, quelque chose a bougé et nous pouvons réussir. // Notre objectif : *des candidatures antilibérales communes à toutes les élections de 2007 et 2008*. Depuis des mois, un débat a commencé. **Plusieurs courants, réseaux, organisations se sont prononcés**. Outre Convergence citoyenne pour une alternative de gauche (CCAG), le Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS), Les Alternatifs, la Gauche républicaine... Le PCF a voté à son congrès (en février) en faveur de l'unité des forces antilibérales ; la LCR avait voté la même option... Cette discussion concerne aussi les militants socialistes et les Verts qui ont fait la campagne pour le Non.

POUR DES CANDIDATURES UNITAIRES DE LA GAUCHE ANTILIBÉRALE

••••• **6 000 signatures** sur l'appel lancé en novembre

(www.alternativeunitaire2007.org)

••••• Si **la charte antilibérale** (discutée le samedi 13 mai) a été possible, c'est la preuve qu'on peut amplifier ce mouvement et déboucher sur une dynamique majoritaire à gauche

••••• **Un appel à constituer un collectif national et des collectifs locaux** partout a été signé par des militants du Non au référendum, le PCF, le Mars, CCAG, les Alternatifs, la Gauche républicaine et des membres de PRS, de la LCR, des Verts, d'associations et de syndicats.

● Pour l'instant, différentes approches, à discuter ●

Des forces militantes du mouvement social (syndicats, associations de lutte, collectifs divers) ne refusent pas de travailler avec des partis politiques, mais discutent des candidatures et des conditions dans lesquelles elles et ils pourront mener campagne afin de rassembler très largement.

Certain-e-s souhaitent une solution pour la présidentielle autour d'un nom inséparable de beaucoup de luttes menées depuis dix ans, José Bové, ou d'autres. Le PC propose de mettre en débat une candidature issue de ses rangs. La LCR envisage celle de Besancenot.

Ces discussions doivent avoir lieu : un ou une dirigeante d'organisation politique ? Ou bien plutôt un-e militant-e symbolique des luttes syndicales ou associatives ? Aucun état major ne peut remplacer une ample réflexion collective, déjà commencée.

● Pour réussir, des conditions à approfondir ●

Ces propositions ne sont pas à prendre comme des ferments de division mais comme le moyen de dégager ensemble les meilleures possibilités. Pour réussir, il faut que personne n'ait le sentiment de s'aligner derrière une force et de voir son identité disparaître. Au contraire, nous avons besoin que toutes les approches antilibérales et démocratiques se fassent bien entendre.

Nous devons souhaiter une sorte de Front, de pacte, de collectif pour une politique en rupture avec les politiques libérales. L'accord sur les exigences politiques essentielles est déjà largement apparent et doit continuer à être discuté publiquement (ce quatre pages en trace quelques points forts).

Une campagne de cette gauche de résistance et de transformation sociale sera faite à des milliers de voix, même si un nom sera choisi pour figurer, au nom de cette force d'union, démocratique populaire et antilibérale, sur le bulletin de vote prévu pour la campagne officielle de la présidentielle.

Ne nous laissons pas diviser par les carcans institutionnels de la V^e république ni par la compétition des sondages. Ne subissons pas bêtement la personnalisation médiatique produite par un système que nous voulons changer. Visons un succès aux prochaines élections comme le 29 mai 2005 : **une force antilibérale peut être majoritaire à gauche**.

● Ensemble ●

Celles et ceux qui veulent que ça change doivent se mobiliser : l'unité en dépend, la dynamique en dépend, pour toutes les élections à venir, présidentielle, législatives, cantonales, municipales... On sait trop les effets des politiques de droite.

Multiplions les initiatives locales, faisons-nous entendre : pour battre la droite, nous pouvons bousculer les calculs des dirigeants d'un PS décidés à poursuivre leur politique social-libérale. // **Il faut une gauche antilibérale unie pour toutes les élections**. // Cela changera la gauche toute entière et créera de nouvelles perspectives politiques.

POUR NOUS CONTACTER

ccag@alternativecitoyenne.org

Alternative citoyenne Ile-de-France
17, rue Lally-Tollendal, 75019 Paris